

Portée Inclusive de l'Entrepreneuriat Social. Cas de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain au Maroc

Mohamed ZAKRAOUI¹

Résumé :

Les trois dernières décennies, malgré des périodes longues de forte croissance économique dans beaucoup de pays, la pauvreté et les inégalités n'ont pas été éradiquées. La croissance inclusive, visant à inclure les pauvres et les démunis dans le processus de création de richesse, via un travail effectif et productif, est une réponse portée par des institutions financières internationales à cette problématique. L'entrepreneuriat social, sert l'inclusivité économique, en contribuant à l'émancipation et au renforcement des capacités des bénéficiaires de ses actions, à détecter et à concrétiser des opportunités économiques. Néanmoins, l'entrepreneuriat social et la croissance inclusive opèrent-ils à la même échelle ? Poursuivent-ils les mêmes buts et objectifs ? Dans cet article il est question d'explorer, théoriquement, la relation entre l'entrepreneuriat social et la croissance inclusive. Pour ce faire, nous commençons d'abord par présenter le concept de croissance inclusive, en suite nous exposons succinctement l'entrepreneuriat social, ses principaux contextes d'émergence et conceptions théoriques. Ensuite, nous mettons en exergue leur croisement conceptuel. Pour enfin, illustrer cette relation par l'expérience de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH) au Maroc.

Mots Clefs : Croissance inclusive, entrepreneuriat social, inclusivité, INDH.

Abstract:

Long run high rate economic growth didn't guarantee a reduction in poverty and social inequities in many countries during those last three decades. Therefore, inclusive growth was proposed, by international financial institutions in the early 2000s', as a response to include poor and marginalized people in economic growth's process. Social entrepreneurship, by empowering and emancipating people in detecting and exploiting economic opportunities, contributes improving economic growth's inclusiveness. However, do social entrepreneurship and inclusive growth pursue same goals and objectives? Do they work at same level? This article aims to point out and explore the theoretical relationship between social entrepreneurship and inclusive growth. This work begins by presenting inclusive growth and entrepreneurship, their emergence context and the theoretical conceptions. Then, points out the theoretical overlaps between the two concepts. Finally, exposes Moroccan National Initiative for Human Development (NIHD).

Key words: inclusive growth, social entrepreneurship, inclusiveness, NIHD.

Date of Submission: 12-08-2020

Date of Acceptance: 28-08-2020

I. Introduction

A la fin des années 1990 et au début des années 2000, les inégalités ont repris une place de premier plan dans le débat politique. L'analyse de la pauvreté en termes de revenu seulement est remise en cause. Désormais, la pauvreté est conçue multi-dimensionnellement (Bourguignon, 2012). Ainsi, peu à peu l'idée que la pauvreté diminue automatiquement avec un rythme soutenu de la croissance économique est abandonnée. Une croissance forte et sur une longue période peut ne pas toucher automatiquement les couches sociales les plus défavorisées. Une intervention, via des politiques publiques, est souvent nécessaire pour en lisser les bénéfices jusqu'aux pauvres. Il n'est plus question seulement de réduction de la pauvreté mais aussi de redistribution des revenus, des richesses, des opportunités économiques et de l'équité entre genre. Cette prise de conscience a poussé des économistes, surtout ceux des institutions financières internationales, à conceptualiser de nouvelles formes de croissance économique qui allieraient efficacité économique et lutte contre la pauvreté et les inégalités. C'est dans cette même optique que la croissance inclusive, et avant elle la croissance pro-pauvre, ont été conceptualisées.

Néanmoins, les crises économiques et financières peuvent détourner le regard de la question de la pauvreté et des inégalités et poussent, aussi bien théoriciens que décideurs politiques, à trouver des manières innovantes de création de richesse. L'entrepreneuriat social, sous ses différentes formes et pratiques, constitue une des pistes à explorer. Opérant à la marge du marché et de l'Etat, il propose de répondre à des besoins

¹ Chercheur en économie du développement.

spécifiques, émanant d'individus ou de groupes d'individus souvent non solvables sur le marché et non couverts par les services de l'Etat. L'intérêt de l'entrepreneuriat social est double. En effet, les initiatives entrepreneuriales sociales, en limitant les effets des externalités négatives de la croissance économique sur les couches les plus défavorisées, permettraient aussi de créer de la richesse. Certes, cette création n'est pas visible dans l'immédiat mais les actions sur les intrants de la croissance, éducation et santé par exemple, pourraient avoir des effets bénéfiques tout en incluant des défavorisés et des démunis dans son processus. Ainsi, l'entrepreneuriat social rejoint et croise la croissance inclusive dans l'effort de l'inclusion. Néanmoins, à quel niveau se fait ce croisement (dans la pratique et dans la théorie) ? L'entrepreneuriat social et la croissance inclusive poursuivent-ils exactement les mêmes buts et objectifs ?

Dans cet article nous présentons brièvement les conditions de développement de la croissance inclusive et sa conceptualisation théorique. Aussi, nous exposons les différents contextes d'émergence des pratiques de l'entrepreneuriat social ainsi que ses principaux développements théoriques. Ensuite, nous mettons en exergue leurs croisements conceptuels. Enfin, nous exposons l'Initiative Nationale pour le Développement Humain au Maroc, une approche novatrice et territorialisée de l'inclusion des pauvres et des marginalisés.

II. La Croissance Inclusive

Les politiques économiques se focalisaient sur l'accroissement quantitatif des activités économiques et ce sur une longue durée et ainsi tous les maux, surtout sociaux, de la société disparaîtraient presque automatiquement, bénéficiant des externalités positives de la croissance. Néanmoins, plusieurs expériences ont montré qu'une croissance économique forte et rapide sur une longue période n'est pas un gage d'amélioration des indicateurs sociaux. Une telle croissance pourrait éventuellement augmenter le niveau de vie mais aussi creuser les inégalités en termes de revenus. La croissance inclusive est une réponse à ce problème. Dans cette section il est question de présenter les origines de la croissance inclusive ainsi que ses différentes conceptions théoriques.

2.1 AUX ORIGINES DE LA CROISSANCE INCLUSIVE

Après de longues années de forte croissance, accompagnées d'une augmentation significative des inégalités, plusieurs pays émergents ont introduit, dans le débat public, une nouvelle forme de croissance : la « croissance inclusive ». En effet, des pays comme la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud ou encore le Brésil, devant la montée des inégalités, menaçant leur unité nationale, proposent de mettre en exergue les questions de la participation, de la distribution et de ces inégalités dans le processus de création de richesse (De Haan et Thorat, 2013).

L'Inde est l'un des exemples les plus frappants. Le gouvernement de 2004 a fait de la croissance inclusive un slogan politique à part entière. Le modèle de croissance adopté jusque-là, « *Shining India* », a exclu une large frange de la population indienne et a sapé les politiques du bien-être. Les plans quinquennaux de ce gouvernement ont adopté un modèle de croissance dit « inclusif », via des programmes sociaux visant les pauvres et les groupes marginalisés. Les gouvernements de l'Afrique du Sud, post apartheid, ont fait de la participation des pauvres dans la croissance une priorité. Le Brésil, quant à lui, a réussi à réduire les inégalités par une combinaison entre les politiques sociales et économiques transférant de l'argent aux pauvres, avec une attention particulière accordée aux disparités raciales. La Chine, depuis 1978, a opté pour un programme économique totalement axé sur la croissance, choix qui a réduit la pauvreté, mais a fait augmenter les inégalités en termes de revenus. Conscient de la montée des disparités sociales et aussi en réponse à la crise de 1997, le gouvernement chinois lance en 2000 le programme « *Harmony Society* ». Ce programme vise à stimuler la demande intérieure et rendre le modèle de croissance chinois plus inclusif.

Plus récemment, dans la région de l'Afrique du nord et Moyen Orient (MENA), le printemps arabe a propulsé l'inclusivité de la croissance au cœur du débat politique, avec une importance du travail des jeunes. Cet événement a confirmé que la croissance seule n'est pas garante de stabilité politico-sociale. La fragilité et la marginalisation causées par des inégalités entre classes sociales de la population, surtout en termes de revenu, rendent le climat social propice aux révolutions civiles (BAD, 2013).

C'est ainsi que depuis le début des années 2000, la croissance inclusive est au cœur du débat économique dans plusieurs régions du monde et le terme d'inclusivité a été adopté par plusieurs institutions internationales. Néanmoins, les questions que soulèvent la croissance inclusive ne sont pas aussi récentes. La distribution et les inégalités de revenu, bien qu'estompées durant les années 1980-1990 marquées par des politiques économiques néolibérales, étaient au cœur de l'économie de développement depuis les travaux de l'économiste américain Kuznets (1955).

2.2 LECTURES THEORIQUES DE LA CROISSANCE INCLUSIVE

Le développement théorique de la croissance en tant que champ d'études des sciences économiques sous tendait la relation entre celle-ci et l'équité quant au partage de ses fruits. Classiquement, c'est le travail de

l'économiste américain Kuznets qui prédominait en la matière. En effet, l'hypothèse de la courbe en «U» inversée, de la relation entre croissance et répartition des revenus, stipule que la croissance aura d'abord un effet négatif sur les inégalités mais qu'ensuite cette tendance finira par s'inverser avec le prolongement de la croissance. C'est l'efficacité de la croissance économique qui est mise en avant pour résorber les inégalités de distribution à moyen et à long termes.

Néanmoins, plusieurs travaux empiriques, comme ceux de Barro (2000), n'ont pas corroboré cette hypothèse. Déjà en 1974 le travail de Chenery et *al.* avait remis en cause la prédominance de la théorie de Kuznets. Pour ces auteurs, le fait d'accroître la croissance profiterait davantage aux riches, vu leur poids dans le Produit Intérieur Brut (PIB). Cette remise en cause a ouvert la voie vers des formulations plus explicites dans la lutte contre la pauvreté. Mais les politiques pro-pauvres nécessitent d'abord de trouver un consensus sur la définition des pauvres et de la pauvreté. Selon la BAD (2013) il existe deux définitions concurrentes :

- L'approche absolue définit les pauvres comme tous ceux qui vivent en dessous d'un seuil prédéfini (1\$ ou 2\$ par jour), les politiques pro-pauvres peuvent être mesurées par l'incidence sur le nombre de pauvres, abstraction faite des revenus des autres groupes sociaux ce qui pourrait creuser davantage les inégalités ;
- L'approche relative, quant à elle, définit la pauvreté par rapport à un seuil national (une moyenne ou une médiane), dans ce cas une politique économique pro-pauvre est celle qui va augmenter le revenu des pauvres d'une manière plus significative par rapport à tous les groupes sociaux. L'enjeu pour cette approche est de réduire les inégalités des revenus indépendamment du nombre de personnes en dessous du seuil de pauvreté ce qui pourrait dégrader en définitive le revenu des pauvres.

La croissance inclusive est plus qu'une croissance à base large ou de courte période (Klasen, 2010). Néanmoins, il est nécessaire de déterminer ce qui caractérise une croissance dite inclusive. Dans la perspective du processus, l'inclusivité est basée sur le grand nombre de participants à la croissance. Elle se rapproche alors d'une croissance à base large ou une croissance basée sur le travail intensif. Mais l'inclusivité appelle la notion de non-discrimination. La participation dans ce type de croissance est non discriminatoire. Par contre, dans la perspective du résultat, la croissance inclusive doit bénéficier aux plus grands nombres. Si on retient la définition absolue de la pauvreté, une croissance est inclusive si elle augmente les revenus des pauvres, abstraction faite de la variation des revenus des autres catégories sociales. Et si on retient la définition relative de la pauvreté, une croissance est inclusive si elle augmente le revenu des pauvres avec une proportion plus grande par rapport à toutes les catégories de la population et s'accompagne ainsi d'une réduction des inégalités en termes de revenus.

Pour définir la croissance inclusive deux conceptions prédominent et sous-tendent les définitions proposées, la première basée sur le résultat et la deuxième sur le processus. Une croissance est inclusive quand elle s'accompagne de réduction des disparités de revenus (Rauniyar et Kanbur, 2010). Parallèlement, une définition plus large de la croissance inclusive est proposée. Une croissance est dite inclusive dans la mesure où elle profite à tous (Klasen, 2010). Ces deux définitions se concentrent sur le résultat de la croissance économique et seulement sur les revenus. De nouvelles conceptions de la croissance inclusive la considèrent comme processus et non comme résultat. Dans cette perspective, une croissance inclusive est vue comme un processus grâce auquel chacun a davantage de chances de profiter de la croissance. Une croissance est dite inclusive lorsqu'elle crée des opportunités et les rend accessibles à tous (Ifzal et Zhuang, 2007). Adopter la perspective processuelle revient à inclure dans le débat les aspects sociaux et institutionnels de la croissance et du développement. Aussi, le rôle des politiques publiques est mis en avant.

III. L'entrepreneuriat Social

Concept polysémique et protéiforme, l'entrepreneuriat social regroupe des pratiques aussi différentes et variées que leurs contextes d'émergence. Il vise, non seulement l'intégration et des pauvres et démunis dans la société mais aussi et surtout la transformation en profondeur de la société vers plus de durabilité à tous les niveaux. Dans cette section nous essayons de recenser ses différents contextes et de présenter ses conceptions théoriques dominantes.

3.1 CONTEXTES D'EMERGENCE DE L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL

Distinguer les différentes conceptions de l'entrepreneuriat social revient à mettre en avant leurs différents contextes d'émergence (Le Velly, 2014). En Europe continentale, c'est de l'économie sociale et solidaire qu'il s'agit. Cette approche a une nouvelle vision de l'économie toute entière, une « autre économie » qui se distingue par les principes démocratiques qui l'organisent et les finalités sociales qui l'animent. Au Canada, spécialement au Québec via le Centre de Recherche sur les Innovations Sociales (CRISES), ce sont les capacités des acteurs socio-économiques à produire de l'innovation sociale et le bien-être social à l'échelle territoriale qui sont mises en valeur. Aux Etats Unis, on assiste à la création de fondations et de centres de recherche destinés à soutenir les entrepreneurs sociaux, favorisant la réponse à des besoins sociaux via la création d'activités économiques innovantes. L'exemple le plus frappant est l'organisation ASHOKA, fondée

par Bill Drayton en 1981. Dans le contexte de la Grande Bretagne, c'est à la fin des années 1990 qu'une nouvelle manière de concevoir les politiques publiques, et ainsi de traiter les problèmes sociaux, voit le jour, le « *ThirdWay* ». Cette manière de faire est une rupture totale avec les années Thatcher et le désengagement de l'Etat. Un « *ThirdSector* » voit le jour via le financement public de contrats avec des entreprises exerçant leurs activités à l'échelle des populations cibles, répondant d'une manière efficace et démocratique aux problèmes sociaux.

Toutes ces pratiques de l'entrepreneuriat social s'accordent sur le fait que l'entrepreneur social, en cherchant à répondre à des besoins sociaux, doit innover pour assurer sa mission : recherche de besoins insatisfaits, développement de nouveaux produits ou services, conquête de nouveaux marchés, expérimentation d'une nouvelle manière d'organiser, recherche de nouvelles sources de financements. Néanmoins, chaque contexte se base sur une conception spécifique de l'entrepreneuriat social. Dans le contexte américain (organisation ASHOKA), c'est la personnalité de l'entrepreneur qui prime. L'entrepreneur social est pionnier dans le domaine dans lequel il opère, il est de surcroît visionnaire et pragmatique. Quant à l'approche européenne, elle met l'accent sur la nature de l'organisation, reléguant au second plan la personnalité de l'entrepreneur. L'important, c'est la dimension collective de l'émergence de ces organisations, leur régulation et leurs finalités (Le velly, 2014).

3.2 APPROCHES THEORIQUES DE L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL

L'entrepreneuriat social s'inspire directement de l'entrepreneuriat classique. La combinaison créative de ressources est mobilisée pour répondre à des besoins sociaux. L'élément central ici est la création de la valeur sociale, la valeur économique n'est créée que pour servir la cause sociale. L'entrepreneur dans cette conception est un agent de changement qui bouleverse les ordres sociaux en place (Dees, 1998). Aussi, une des différences majeures entre entrepreneuriat classique et social, réside dans les principes de distribution des ressources dégagées de l'activité entrepreneuriale (Mair & Marti, 2006).

Généralement deux grandes écoles prédominent : l'américaine et l'europpéenne (Defourny, 2004 ; Le Velly, 2014). Aux Etats Unis c'est une conception large qui prévaut : toute activité économique qui se donne pour mission de satisfaire un besoin social. En Europe, c'est plutôt une conception théorique autour de l'économie sociale et solidaire (Defourny, 2004).

S'agissant de la conception européenne, l'entrepreneuriat social désigne aussi bien les organisations créées *ex nihilo* qu'un nouvel esprit et un nouveau processus touchant une organisation existante (Defourny, 2004). Dans une perspective Schumpétérienne l'entrepreneuriat social c'est :

- Nouveau produit, nouvelle qualité de produit : l'économie sociale et solidaire n'est souvent développée que pour répondre à des besoins non satisfaits par les deux secteurs classiques (public et privé) ;
- Nouvelle méthode d'organisation ou de production : nouvelle manière de s'organiser impliquant de nouveaux acteurs au sein même des organisations de l'économie sociale et solidaire classiques (travailleurs salariés, bénévoles, usagers, pouvoirs publics locaux, ...) ;
- Nouveaux facteurs de production : le travail n'est pas nouveau dans ce secteur mais ses formes sont nouvelles et plus innovantes ;
- Nouveaux rapports aux marchés : le développement de quasi-marché via le lancement d'appels d'offres pour des secteurs auparavant étatiques pousse les organisations opérant dans le secteur à adopter de nouvelles cultures (concurrence, esprit gestionnaire, prise de risque surtout financier, ...) ;
- Nouvelles formes d'entreprises : de nouvelles formes juridiques, outre les statuts traditionnels (association, coopérative), ont vu le jour pour permettre la naissance de nouvelles formes d'entreprises avec plus d'activité commerciale, plus de parties prenantes et avec de nouvelles formes d'organisation.

La réalité Européenne de l'entrepreneuriat social regroupe des pratiques diverses et variées, anciennes et nouvelles. Pour essayer de dégager des critères communs à toutes réalités qui pourraient s'appeler « Entreprise Sociale » L'*Emergence of European Social Enterprises* (EMES)^a, en effet, dressé une grille de critères économiques et sociaux bâtissant ainsi un cadre conceptuel fiable. L'EMES a d'abord dressé des critères économiques : une activité de production de bien et/ou de service, un degré élevé d'autonomie, un niveau significatif de prise de risque économique et un niveau minimum d'emploi rémunéré. Ensuite il a proposé des critères sociaux : un objectif explicite de service à la communauté, un pouvoir de décision non basé sur la détention de capital, une dynamique participative, impliquant différentes parties concernées par l'activité et une limitation de la distribution des bénéfices. Cette panoplie de critères constitue un « idéaltype » de ce que doit être une « Entreprise sociale ». Ainsi, des organisations nouvellement créées ou déjà existantes, ayant subi une transformation via une dynamique interne, même si elles ne répondent pas à tous ces critères à la fois peuvent être appelées « Entreprise sociale ».

Aux Etats Unis, deux grandes écoles englobent les développements théoriques et la pratique de l'entrepreneuriat social : l'école de la « *Social Enterprise* » et celle de la « *Social Innovation* » (Dees et Anderson, 2006).

Pour l'école de la « *Social Enterprise* », la génération de la valeur économique n'est là que pour servir la mission sociale. Il y a deux motivations majeures : la recherche de financements pour les organismes à but non lucratif et l'intérêt grandissant des dirigeants des entreprises classiques pour les questions sociales. L'utilisation des méthodes des entreprises classiques contribue non seulement à capter les fonds mais aussi dans la gestion efficace et responsable en vue d'un changement social durable.

Les organismes à but non lucratif opèrent désormais dans un environnement dans lequel sont remarquées une montée de besoins sociaux et une véritable compétition dans la captation de financements. Ce climat a forcé ces organismes à adopter une posture plus compétitive, axée sur les résultats et une gestion efficiente des fonds drainés.

Pour cette école, les organismes qui disposent d'une véritable activité commerciale faisant du support à une mission sociale font partie de l'entrepreneuriat social. Bien plus, les entreprises commerciales classiques affichant un engagement sociétal, via des actions relevant de la Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE), sont considérées comme socialement entrepreneuriales. Dans cette école il est primordial de distinguer dans le rôle commercial deux variables : la présence d'échanges commerciaux et la répartition des bénéfices. L'entreprise sociale, malgré la présence d'échanges commerciaux, doit avoir un rôle exclusivement ou majoritairement social. Quant aux bénéfices, ils sont totalement ou majoritairement repartis vers le social. Le rôle social dans cette comparaison montre le niveau d'engagement des entreprises. Les entreprises affirmant un engagement sociétal, basé sur les pratiques de la responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE), représentent une première extrémité d'un continuum. Parallèlement, nous trouvons à l'autre extrémité, l'entreprise sociale avec un rôle exclusivement social, sans présence d'échanges commerciaux (Brouard et al., 2010).

Quant à l'école de la « *Social Innovation* », elle s'intéresse à la mise en place de nouvelles façons pouvant mieux répondre à des besoins sociaux adoptant une vision Schumpétérienne. L'entrepreneur social est celui qui révolutionne les modèles de génération de valeur sociale et trouve de nouvelles combinaisons des ressources pour une maximisation de la valeur sociale créée. L'entrepreneur social n'est plus seulement vu comme créateur de valeur économique mais dorénavant comme porteur de changement social.

Pour cette école, l'entrepreneuriat social est considéré comme descendant légitime de l'entrepreneuriat « classique ». Il est une réaction à un constat de non satisfaction de besoins non marchands ou émanant de populations non solvables. L'entrepreneur social se distingue, de celui classique, par sa finalité. La création de la valeur sociale est sa mission première. Ce dernier adopte tous les schémas de l'entrepreneuriat classique pour s'acquitter de sa mission sociale. Il cherche des ressources, les combine pour satisfaire des besoins sociaux non satisfaits par le marché ou par les différents établissements de l'Etat. Il vise, à travers le processus entrepreneurial social, un changement et une transformation vers plus de durabilité. L'entrepreneur social peut créer de la valeur économique classique (actionnariale), mais il la considère comme moyen pour atteindre ses objectifs sociaux.

Néanmoins, les entreprises sociales ne sont pas intéressantes sans des éléments d'innovations sociales. Cela élève cette conception de simples stratégies de collecte de fonds à une utilisation nouvelle de pratiques des entreprises classiques pour servir des objectifs sociaux. Les innovations qui utilisent des éléments des deux secteurs (économique & social), pour créer de la valeur sociale, questionnent le marché, les méthodes commerciales et le lien entre les préoccupations économiques et sociales. La charité n'est pas une solution durable à la pauvreté. Il importe de pousser les bénéficiaires à plus d'autonomie économique. La solution à beaucoup de problèmes sociaux complexes réside dans un fondement initialement économique.

Si l'entrepreneuriat social emprunte beaucoup de pratiques de l'entrepreneuriat classique, ces deux formes d'entrepreneuriat partagent aussi la centralité de l'innovation. L'innovation sociale est l'élément central de toute démarche entrepreneuriale sociale. Néanmoins, l'innovation sociale n'est pas un concept stabilisé. Utilisée par plusieurs chercheurs dans différents champs disciplinaires, elle couvre des significations différentes selon les références et les présupposés des chercheurs qui l'emploient.

Richez-Battesti (2008) propose d'étudier l'innovation sociale à l'aune de ses résultats. L'analyse des résultats renvoie aux objectifs de cette dernière. L'innovation sociale vise le mieux-être des individus ou des collectivités, à travers la combinaison de résultats et d'effets induits volontairement. Cela passe par le développement d'activités (non par le marché ou l'Etat) porteuses d'enjeux collectifs (la réponse à un besoin social non satisfait) ; et l'émancipation et l'empowerment des individus et des groupes en difficultés d'insertion professionnelle et sociale, en vue d'une cohésion sociale et économique du territoire. Dans la perspective d'analyse en termes de résultats de l'innovation sociale, deux pistes pour mieux caractériser le résultat de l'innovation sociale : l'accessibilité et la logique de service. L'innovation sociale comme accessibilité est appréhendée comme une réponse à un besoin social. Les propositions de la commission, Stiglitz, Sen et Fetoussi (2009), en se basant sur les travaux de recherche existants, arrêtent une liste de huit dimensions objectives du bien-être : les conditions de vie matérielles (revenu, consommation et richesse), la santé, l'éducation, les activités personnelles, dont le travail, la participation à la vie politique et la gouvernance, les liens et rapports sociaux, l'environnement (état présent et à venir), l'insécurité, tant économique que physique. Cependant,

devant le caractère subjectif de la notion de besoin social, il est logique qu'on ne retient que les besoins de base ou prioritaires (Besançon, 2013).

IV. Entrepreneuriat Social Et Inclusion

Nous avons montré que l'entrepreneuriat social est une tentative de réponse à des besoins et des aspirations sociaux. Si la croissance inclusive se veut une réponse à un niveau agrégé à la problématique de la pauvreté, l'entrepreneuriat social va au plus proche des bénéficiaires et leurs territoires et a des objectifs plus ambitieux. Il vise l'amélioration des conditions de vie multidimensionnelle de tout un chacun, dont la variable monétaire n'est qu'une composante. Aussi, l'entrepreneuriat social est une forme de participation citoyenne. Les entrepreneurs sociaux essaient de répondre à des besoins sociaux spécifiques, en proposant des solutions novatrices et en incluant d'autres personnes avec eux (Brouard *et al.*, 2010).

Le lien entre entrepreneuriat social et croissance inclusive est le prolongement de la relation de la relation entre entrepreneuriat classique et croissance économique. En effet, c'est à travers la création réussie de nouvelles entreprises qu'une économie se dynamise et devient prospère (Dees, 1998). La croissance économique est faite par les moyens disponibles en société et ses résultats lui bénéficient directement. En effet, le processus de création de richesse mobilise des ressources humaines et matérielles de la société. Mais, cette utilisation n'est pas que porteuse d'externalités positives. Ainsi, une surutilisation ou une utilisation inappropriée des ressources peuvent engendrer des externalités négatives subies par la société et ses membres. Aussi, la question des inégalités en termes de revenus pose problème, poussant les gouvernements à mettre en place des systèmes de redistribution des revenus ou des actifs, ou des deux à la fois. Le processus entrepreneurial, dans la mesure où il permet à des individus ou des groupes d'individus de détecter et d'exploiter des opportunités économiques, les fait participer et leur permet de bénéficier des fruits de la croissance économique. Les initiatives entrepreneuriales sociales, en agissant sur des personnes ou groupes défavorisés et exclus du processus de création de richesse, permettent de développer leurs capacités, les rendant à même de détecter et de concrétiser des opportunités et ainsi sortir de la précarité. Nous récapitulons dans le tableau ci-après les liens que nous avons pu mettre en exergue entre les deux concepts.

Tableau 1: Croisements conceptuels de l'entrepreneuriat social et de la croissance inclusive

Liens	Croissance	Inclusivité
Entrepreneuriat	L'entrepreneuriat agit directement et positivement sur la croissance économique via la création d'entreprises et ainsi de richesse; une croissance économique forte et stable crée et rend possible la détection et l'exploitation de nouvelles opportunités entrepreneuriales. (Dees, 1998)	L'entrepreneuriat permet d'inclure de nouvelles personnes dans le processus de création de richesse (Ifzal et Zhuang, 2007 ; Ianchovichina et Lundstrom, 2009)
Social	La croissance est source de richesse pour la communauté (emplois, impôts,...), mais aussi d'externalités négatives (pollution, disparités sociales,...); la société est le moyen et l'objectif de la croissance économique (Kuznets, 1955 ; McKinley, 2009 ; Bourguignon, 2000 ; Chenery <i>et al.</i> , 1974 ; Ifzal et Zhuang, 2007).	La perspective sociale de l'entrepreneuriat vise à garantir l'accès équitable des personnes et groupes marginalisés et désavantagés aux opportunités entrepreneuriales, pour leur permettre de sortir de la précarité (Ifzal, et Zhuang, 2007 ; Klasen, 2010 ; BAD, 2013 ; Ifzal et Son, 2007 ; Ravallion, 2009 ; De Haan et Thorat, 2013).

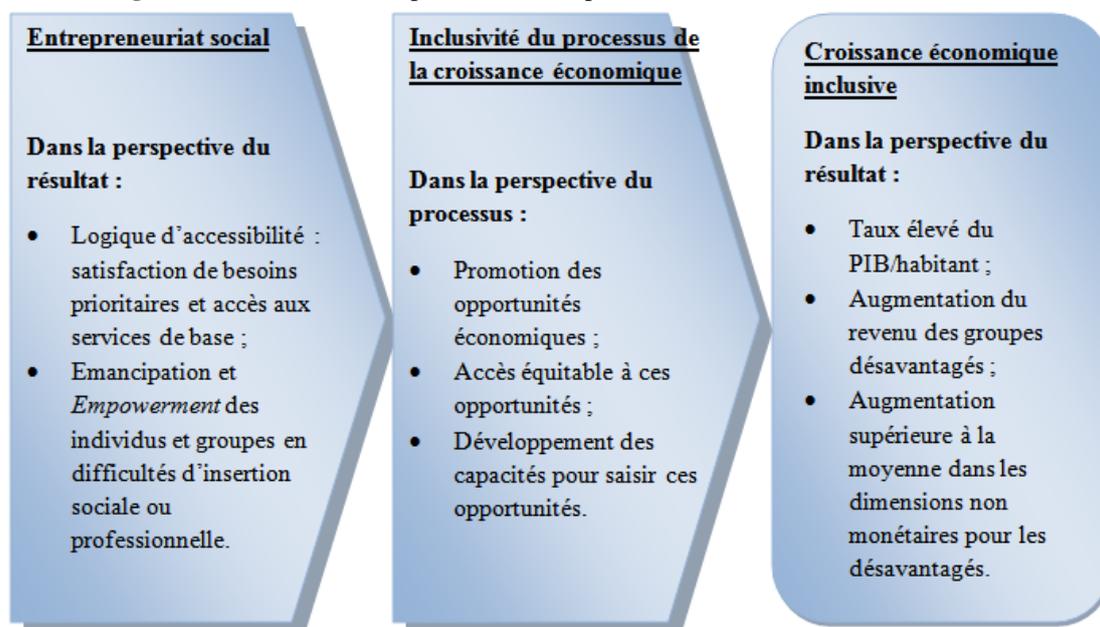
Source : auteur

Si ces deux concepts poursuivent des objectifs convergents, ils ne le font pas de la même manière et sur la même échelle. La croissance inclusive a pour objectif d'inclure des populations démunies et marginalisées en vue de les faire sortir de la pauvreté. Ainsi, cet effort d'inclusion contribuera à intégrer les pauvres dans le processus de la croissance économique allégeant les caisses de l'Etat des aides et subventions à caractère social et aussi, et surtout, les dissuadant de manifestations sociales potentiellement capables de menacer l'équilibre socio-politique des pays. Quant à l'entrepreneuriat social, l'éradication de la pauvreté n'est qu'un objectif intermédiaire, son but est la transformation profonde de la société en vue d'atteindre un bien-être pour toutes ses composantes.

L'effort de l'entrepreneuriat social dans l'émancipation et l'indépendance des bénéficiaires de ses actions, contribue directement à leur inclusion dans la vie de la société de manière générale et dans l'économie de manière particulière. C'est dans cette interaction que l'entrepreneuriat social rejoint la croissance économique pour servir l'inclusivité. La contribution de l'entrepreneuriat social dans l'inclusivité à l'échelle territoriale et individuelle vient s'ajouter aux efforts premiers de l'Etat. Le résultat de cette conjonction des efforts est l'augmentation du taux de PIB/Habitant, pour les populations cibles, au-dessus de la moyenne. Aussi, l'amélioration des indicateurs sociaux, pour ces mêmes populations, des dimensions non monétaires du bien-

être. Nous pouvons schématiser le lien entre l'entrepreneuriat social et la croissance inclusive dans la figure qui suit :

Figure 1 : Croisement conceptuel entre entrepreneuriat social et croissance inclusive



Source : l'auteur

L'entrepreneuriat social dans la perspective des résultats, tombe directement dans le processus d'inclusivité de la croissance économique. Les résultats des initiatives de l'entrepreneuriat social préparent le terrain au processus d'une croissance incluant, par là même, les exclus et les désavantagés. Ainsi, les extrants de l'entrepreneuriat social sont les intrants de la croissance inclusive.

V. Approche Novatrice : L'initiative Nationale Pour Le Développement Humain Au Maroc

Au Maroc, les stratégies du développement social, depuis l'indépendance, ne faisaient pas exception à ce qui se faisait au niveau international. On pensait que plus de croissance économique produirait des emplois et ainsi réduirait les inégalités sociales. En réalité, cette configuration a encore plus créé de disparités sociales qu'elle n'en a résorbées. La pauvreté n'a pas cessé de proliférer, même si souvent au moins 50% du budget de l'Etat en moyenne sont dédiés aux secteurs sociaux. Ces exclusion et pauvreté sont encore plus prononcées dans les milieux ruraux et caractérisées par des disparités de niveaux entre différentes régions. L'exclusion sociale crée aussi des problèmes d'accès aux soins et aux services publics de base (santé, éducation). Le déclin de tous ces indicateurs sociaux est lié directement à l'application du Plan d'Ajustement Structurel (PAS), vers la fin des années 1980. Ainsi, toutes les coupes budgétaires ont été faites sur les dépenses sociales.

Devant toutes ces conséquences, beaucoup de programmes ont été initiés sans pour autant juguler les externalités négatives du PAS. Les populations défavorisées n'ont pas été ciblées à cause du clientélisme, abus de pouvoir,... Aussi, la mauvaise gouvernance des institutions sociales et le manque de cohérence et de coordination ont joué un rôle dans cet échec. Notons, aussi, le manque de programmation et de planification au préalable, puisque les programmes se faisaient à la hâte pour garantir une paix sociale. Les programmes n'étaient pas suivis, il n'existait aucun système de suivi et de contrôle, aucun système d'information fiable pour avoir une idée claire de ce qui se passe sur le terrain pour réagir à temps. Les défaillances et les irrégularités, détectées, souvent à posteriori, ne donnaient lieu à aucune poursuite judiciaire.

Au milieu des années 2000 une initiative a vu le jour au Maroc, rompant avec les pratiques des anciens programmes sociaux. En effet, l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH) constitue une réelle innovation quant à sa philosophie, ses programmes et sa généralisation sur tout le territoire national. Durant les deux premières phases (2006-2010 et 2011-2017), l'INDH a nécessité une enveloppe budgétaire de 34 milliards de dirhams, touchant plus de 10.5 millions de bénéficiaires avec plus de 44000 projets et actions sur tout le royaume. L'INDH vise l'intégration de tous les citoyens dans sa démarche, du moins en théorie. C'est pourquoi elle a intégré d'emblée l'approche genre. Elle peut même aller jusqu'à établir des discriminations positives en faveur des groupes marginalisés. Elle favorise la participation de tous, le partage des ressources et

l'autonomisation des individus. Elle intègre l'ensemble des acteurs institutionnels à tous les niveaux, de l'élaboration des programmes jusqu'à la prise de décision. Elle apporte un mode de gouvernance participatif : l'Etat, le secteur privé et la société civile sont complémentaires dans les projets de développements sociaux.

L'INDH a été une réelle innovation sociale à plus d'un titre. Elle s'inscrit dans l'engagement du royaume dans le développement humain et faisait suite à la déclaration des objectifs du millénaire en matière de développement (Arib et Ziky, 2012).

L'INDH, selon le rapport national sur les objectifs du millénaire pour le développement du Haut-Commissariat au Plan (HCP, 2005), est une réelle rupture par rapport à toutes les expériences des trois dernières décennies et ce, sur trois points qui sont :

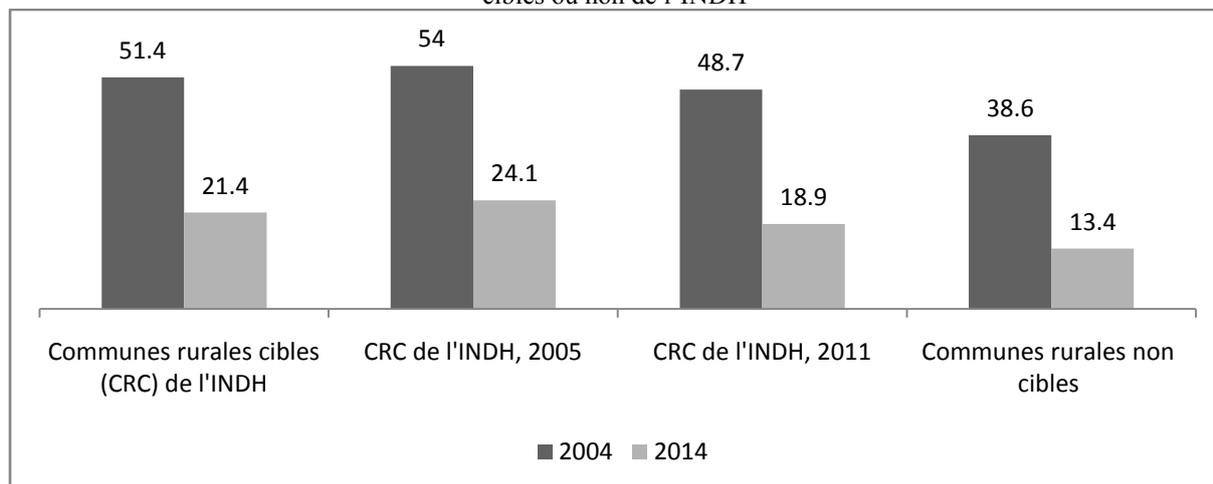
- Un volontarisme politique fort, fondé sur des politiques publiques vigoureuses plus efficaces et mieux ciblées, l'action caritative ne pouvant s'inscrire qu'en complément et en soutien ;
- Des modalités innovantes de mise en œuvre des politiques et des programmes publics, fondés sur les constats des différents dysfonctionnements et contraintes qui entravaient leur efficacité ;
- Des modalités innovantes de financement : en plus des dépenses budgétaires courantes et malgré les contraintes qui pèsent sur les finances publiques, un compte d'affectation spéciale a été créé pour l'INDH.

Aussi, l'INDH consiste à mettre en pratique les principes du développement humain et à consolider la démocratie locale. Elle rompt avec la logique et les pratiques de l'Etat centralisateur et le mécanisme pyramidal de prise de décision sans concertation avec les populations cibles. Ainsi, elle place l'individu au centre de tout changement social et fait de lui l'acteur essentiel. La philosophie de l'INDH se base sur la participation du citoyen lui-même. Elle n'incarne pas la charité et évite l'implication prononcée des autorités locales dans l'action sociale, au moins en théorie(Arib et Ziky, 2012).

Selon le Haut-Commissariat au Plan, dans une étude traitant de la pauvreté multidimensionnelle au cours de la période 2004-2014, le taux de pauvreté des communes rurales cibles de l'INDH est passé de 51,4% en 2004 à 21,4% en 2014(HCP, 2017). Dans cette même étude, en termes de variation absolue, la pauvreté multidimensionnelle a été réduite de 30 points dans les communes cibles de l'INDH, contre 25,2 points dans les communes non cibles, soit une différence de 4,8 points.

L'étude du HCP montre, sans nul doute, l'impact positif des initiatives de l'INDH sur la réduction de la pauvreté dans les communes rurales cibles. De plus, l'étude a touché la pauvreté d'une manière multidimensionnelle, ne se limitant pas à la variable monétaire. Tout cela nous pousse à postuler l'existence de relation de causalité directe, entre les initiatives de l'entrepreneuriat social et l'inclusivité de la croissance économique. La figure suivante compare le changement du taux de pauvreté selon le ciblage ou non de l'INDH :

Figure 2 : Changement du taux de pauvreté multidimensionnelle (en %) entre 2004 et 2014 selon les communes cibles ou non de l'INDH



Source : HCP (2017).

L'INDH a pour but l'amélioration des conditions de vie de la population, surtout des personnes démunies et marginalisées. Les différents programmes de l'INDH prônent l'inclusion des personnes en difficulté au travers du tissu associatif et coopératif. Cette manière de faire intègre à la fois des préoccupations relevant des deux concepts de ce travail et offrira, à nos yeux, un cadre d'analyse empirique de leurs croisements dans des études futures.

VI. Conclusion

La croissance inclusive se distingue des autres formes de croissance économique en ce qu'elle vise à inclure les individus, rencontrant des situations difficiles, via un travail effectif et productif, dans le processus de croissance économique. A la différence des autres formes de croissance, celle inclusive voudrait améliorer le niveau de vie de toutes les strates de la société : pauvres, moins pauvres et mêmes riches.

Le résultat des actions de l'entrepreneuriat social tombe directement dans le processus de croissance économique, favorisant ainsi l'inclusion des personnes à sa marge. En effet, les initiatives de l'entrepreneuriat social visent l'émancipation, le renforcement des capacités, l'*empowerment* des personnes et de groupes de personnes, pour pouvoir saisir et concrétiser des opportunités, surtout économiques. Ces personnes et ces groupes, en exploitant ces opportunités, entrent de plein pied dans le processus de croissance économique et en deviennent ainsi participants et bénéficiaires.

Au Maroc, l'INDH, au-delà des difficultés rentrées lors de son lancement, offre le cadre d'interactions entre secteur public et secteur de l'entrepreneuriat social. C'est une initiative novatrice aux moyens considérables, touchant tout le territoire du royaume, ciblant des catégories de personnes souffrant d'une manière ou d'une autre de la pauvreté. Elle offre aux chercheurs un terrain idéal pour étudier, qualitativement ou quantitativement, plusieurs questions liées à l'inclusion.

References Bibliographiques

- [1]. Arib, F. et M.Ziky, (2012), Pratiques innovantes de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion: Cas de l'Initiative Nationale de Développement Humain (INDH) au Maroc, 12èmes rencontres du Réseau Inter-Universitaire de l'Economie Sociale et Solidaire, 6-8 juin 2012 – NANCY - Campus Lettres et Sciences Humaines.
- [2]. BAD (2013), La recherche d'une croissance inclusive en Afrique du Nord : une approche comparative, *Note économique*, 2013.
- [3]. Barro, R. J., (2000), Inequality and Growth in a Panel of Countries, *Journal of Economic Growth*, 5, pp. 5-32.
- [4]. Besançon, E., (2013), L'innovation sociale en pratiques solidaires, Processus et résultat, in *L'innovation sociale en pratiques solidaires. Emergence, approches, caractérisation, définition, évaluation*. Contribution de l'Institut Jean-Baptiste Godin, Janvier 2013.
- [5]. Bourguignon, F., (2000), Can redistribution accelerate growth and development?, *ABCDE/Europe*, Paris 26-28 June 2000.
- [6]. Brouard F., S., Larivet ; O., Sakka (2010), Entrepreneuriat social et participation citoyenne, *Revue Canadienne de recherche sur les OSBL et l'économie sociale*, Vol 1, n°1, Automne 2010, p : 46 – 64.
- [7]. Chenery, H. ; M.S., Ahluwalia ; C.L.G., Bell, J.H., Duloy et R., Jolly, (1974), *Redistribution with Growth*, Oxford, Oxford University Press.
- [8]. De Haan Arjan et S., Thorat, (2013), Inclusive Growth : More than Safety Nets, *SIG WORKING PAPER 2013/1*, January 2013.
- [9]. Dees, J., G., (1998), The meaning of social entrepreneurship , *comments and suggestions contributed from the Social Entrepreneurship Funders Working Group*, October 31, 1998.
- [10]. Dees, J. G. et B., Battle Anderson, (2006), Framing a theory of entrepreneurship: Building on two schools of practice and thought, *ARNOVA Occasional Paper Series: Research on Social Entrepreneurship: Understanding and Contributing to an Emerging Field*, pp. 39-66.
- [11]. DEFOURNY, J., (2004), L'émergence du concept d'entreprise sociale, *Reflets et perspectives de la vie économique*, 2004/3 - Tome XLIII.
- [12]. HCP, (2005), *Rapport national relatif aux objectifs du millénaire pour le développement* , HCP, Rabat, 2005.
- [13]. HCP, (2017), *Principaux résultats de la cartographie de la pauvreté multidimensionnelle 2014, Paysage territorial et dynamique*, Rencontre de présentation des résultats, Rabat, Octobre, 2017.
- [14]. Ianchovichina, E. et S., Lundstrom, (2009), Inclusive Growth Analytics, *Policy Research Working Paper No. 4851*, March, Washington, DC: Economic Policy and Debt Department, The World Bank.
- [15]. Ifzal, A. et H. Hwa Son, (2007), Measuring Inclusive Growth, *Asian Development Review*, Vol. 24, No. 1, pp.11-31.
- [16]. Ifzal, A., & J., Zhuang, (2007), Inclusive Growth toward a Prosperous Asia: Policy Implications, *ERD Working Paper Series No. 97*, July, Manila: ADB.
- [17]. Klasen, S., (2010), Measuring and Monitoring Inclusive Growth: Multiple Definitions, Open Questions, and Some Constructive Proposals, *Working Paper Series No. 12*, June 2010.
- [18]. Kuznets, S., (1955), Economic growth and income inequality, *An American Economic Review*, Vol.No: 45, 1-28.
- [19]. Le Velly, R., (2014), Entrepreneuriat social, in *Dictionnaire sociologique de l'entrepreneuriat*, 2014,
- [20]. Mair, J. et Martí, I. (2006), Social entrepreneurship research: A source of explanation, prediction, and delight, *Journal of World Business*, 41(1), 36-44.
- [21]. McKinley, T., (2009), Revisiting the Dynamics of Growth, Inequality and Poverty Reduction, *Discussion Paper 25/09*, August 2009.
- [22]. Rauniar, G., et R., Kanbur. (2010), Inclusive Development: Two Papers on Conceptualization, Application, and the ADB Perspective, *January draft*, Independent Evaluation Department, ADB.
- [23]. Ravallion, M., (2009), Economic Growth and Poverty Reduction: Do Poor Countries Need to Worry about Inequality?, in Joachim Braun, Ruth Varvas Hill and Rajul Pmadya-Lorch (ed), *The Poorest and Hungry- Assessment, Analysis and Action*, IFPRI, Washington DC, pp. 179-86.
- [24]. Richez-Battesti, N., (2008), Innovations sociales et territoires : une analyse en termes de proximité. Une illustration par les banques coopératives, in Zaoual, H. (dir.), *Développement durable des territoires : économie sociale, environnement et innovations*, Paris : L'Harmattan, p. 61-87.
- [25]. Stiglitz, J. E. ; A., Sen et J.-P., Fitoussi, (2009), *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, URL : <https://www.ladocumentationfrançaise.fr/var/storage/rapports-publics/094000427.pdf>, dernière consultation le 11/07/2019.